



HAL
open science

Les emplois directs et indirects liés à l'élevage français

A. Lang, Pierre Dupraz, Yves Tregaro, Pierre-Michel Rosner, C. Perrot

► **To cite this version:**

A. Lang, Pierre Dupraz, Yves Tregaro, Pierre-Michel Rosner, C. Perrot. Les emplois directs et indirects liés à l'élevage français. 4. Rencontres nationales "Travail en élevage", Institut National de Recherche Agronomique (INRA). UAR Département Sciences pour l'Action et le Développement (1218).; Institut de l'Élevage (IDELE). FRA.; Chambre d'Agriculture. FRA., Nov 2015, Dijon, France. 4 p. hal-02738788

HAL Id: hal-02738788

<https://hal.inrae.fr/hal-02738788>

Submitted on 2 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les emplois directs et indirects liés à l'élevage français

Agathe Lang (CIV / Institut de l'Elevage) a.lang@civ-viande.org

Pierre Dupraz (INRA), Yves Trégaro (FranceAgriMer), Pierre-Michel Rosner (CIV),
Christophe Perrot (Institut de l'Elevage)

Introduction

Dans le contexte actuel, où le chômage accapare tous les esprits et où sa baisse occupe une place centrale dans les politiques, la capacité d'un secteur à créer ou maintenir des emplois sur le territoire français est plus que jamais un indicateur clef pour évaluer son utilité économique et sociale. Le secteur de l'élevage, auquel d'importantes aides publiques sont versées, est particulièrement concerné. Les emplois indirects liés aux élevages sont, à plus forte raison, cruciaux à évaluer, n'étant pas délocalisables et généralement situés dans des territoires ruraux où ils peuvent représenter une part essentielle de l'activité économique. Les crises traversées par les éleveurs ces dernières années renforcent ce constat ; dans un contexte où de nombreux exploitants sont en grande difficulté financière, il est essentiel d'identifier et de quantifier l'ensemble des emplois qui dépendent de la présence des élevages en France, sur les exploitations agricoles, mais également dans les autres secteurs d'activité.

Méthodologie

Périmètre de l'étude

Cette étude prend en compte les emplois directs (emplois dédiés à l'activité d'élevage, donc situés sur les exploitations agricoles), ainsi que les emplois indirects dépendants de l'élevage (emplois situés dans d'autres secteurs économiques, dont l'existence dépend de celle de l'élevage). Les emplois induits, qui sont générés par les dépenses des ménages des secteurs directs et indirects, ne sont pas pris en compte. Tous les emplois comptabilisés ici sont situés en France, et dépendent de l'activité d'élevage française.

Répartition de la main-d'œuvre des exploitations agricoles par type d'atelier

Le recensement agricole de 2010 indique que plus de la moitié des emplois agricoles se trouvent sur des exploitations ayant une activité d'élevage. Cependant, il ne donne aucune indication sur la manière dont la force de travail se répartit entre les différents ateliers de production. Il a donc été nécessaire, à la fois pour différencier les activités d'élevage des autres travaux sur l'exploitation et pour distinguer les différents types d'élevage entre eux, de réaliser un travail statistique. Nous avons ainsi réalisé une régression linéaire multiple sur la base des données du recensement agricole, en nous basant sur la méthode développée dans le cadre des Réseaux d'élevage pour le calcul des coûts de production (Charroin et Ferrand, 2010). Des variables physiques ont été utilisées pour estimer la demande en travail théorique des différents ateliers d'une exploitation : hectare pour les grandes cultures, nombre de femelles reproductrices ou unité de gros bovins pour les productions bovines, ovines, et caprines, et produit brut standard (simple transformation de grandeurs physiques) pour le porc, la volaille, et les cultures pérennes et spéciales. Afin de prendre en compte la diversité des systèmes de production, qui, à cheptel équivalent, influe sur la demande en travail, les données sont différenciées sur la base d'une typologie établie dans le cadre du RMT Économie des filières animales par les trois instituts techniques d'élevage, IDELE, IFIP et ITAVI. La main-d'œuvre réellement déclarée par chaque exploitant dans le recensement

(UTA totales) est ensuite répartie entre les différents ateliers au prorata de leur demande théorique en travail.

La dépendance des activités indirectes

La plupart des méthodes nécessitant une identification et une description précise d'un périmètre d'acteurs liés à une activité économique sont basées sur l'observation de flux, économiques ou matériels, entre les différents acteurs. Cependant, ce type d'observation fournit seulement une vision statique et à court terme des liens entre les acteurs ; les contraintes économiques et territoriales spécifiques ne peuvent pas être prises en compte. La méthode d'évaluation de la dépendance développée dans le cadre de ce travail repose sur des références théoriques en économie industrielle, et notamment sur la théorie des coûts de transaction et celle des contrats incomplets ; d'autres travaux sur l'organisation des filières et la régulation par l'amont ou par l'aval ont également été pris en compte dans la construction de cette méthode. La synthèse et la confrontation de ces références théoriques a permis d'aboutir à une évaluation quantitative, dynamique et multicritère de la dépendance économique à une activité. Cette évaluation repose sur trois composantes, qui ont chacune donné lieu à une note ; ces trois notes ont ensuite été agrégées de façon à attribuer un score global de dépendance à chacun des acteurs.

L'importance relative de l'élevage pour les acteurs caractérise l'impact qu'aurait une modification du niveau d'activité des élevages à très court terme. Cette évaluation est légèrement différente pour des acteurs situés en amont des élevages (fournisseurs) ou en aval (clients).

En cas de modification de l'activité de ses clients ou de ses fournisseurs, une entreprise va devoir, à moyen terme, s'adapter à une nouvelle situation économique pour recréer un équilibre. Ses **capacités d'adaptation** vont alors conditionner sa survie à moyen et long terme.

Pour finir, la **composante territoriale** prend en compte les aspects géographiques de la dépendance, en prenant en considération les contraintes logistiques ou économiques qui peuvent influencer sur le comportement des acteurs. Cette composante est évaluée sur la base de la distance maximale en deçà de laquelle s'effectuent la majorité des transactions.

Résultats

L'emploi dépendant de l'élevage français : 3,2 % de l'emploi total

Les emplois directs et indirects dépendants de l'élevage français représentent au total 703 000 ETP, soit environ 882 000 personnes, hors saisonniers agricoles et travail intérimaire. L'incertitude moyenne est estimée à +/- 2 %.

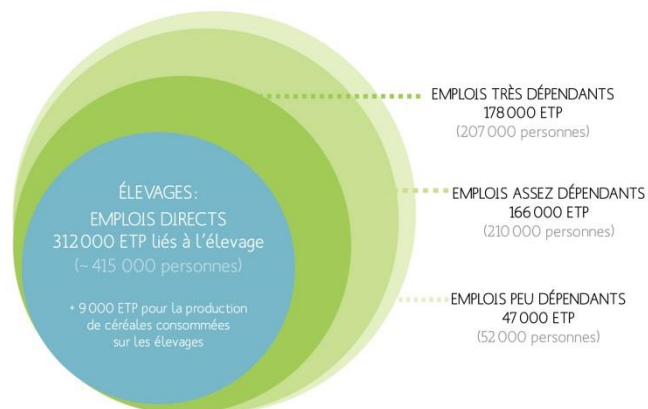


Figure 1 : L'emploi direct et indirect dépendant de l'élevage français

Parmi ces emplois, un peu moins de la moitié sont des emplois directs, donc situés sur les exploitations agricoles (Figure 1). Ces 312 000 ETP correspondent ainsi à la main-

d'œuvre dédiée aux ateliers d'élevage (toutes productions confondues, hors équins). Ils sont répartis sur les 291 000 exploitations agricoles ayant une activité d'élevage, dont ils représentent 73 % de la main-d'œuvre totale.

Les autres 391 000 ETP sont des emplois indirects, dont le degré de dépendance à l'élevage français est variable. Un recensement empirique d'acteurs entretenant des relations, marchandes ou non, avec les élevages, de manière plus ou moins directe, identifie 185 acteurs. Parmi ceux-ci, 135 ont obtenu une note de dépendance significative. Ces acteurs ont été classés en trois groupes selon leur niveau de dépendance, sur la base d'une méthode de classification ascendante hiérarchique. Pour chacun, le nombre d'emplois liés à l'élevage français a été ensuite estimé sur la base de sources statistiques, d'enquêtes professionnelles et/ou d'évaluation à dire d'expert. Les résultats montrent que 45 % des emplois indirects sont fortement dépendants à l'élevage, donc qu'ils seraient impactés de manière très forte par une baisse de l'activité de l'élevage en France. 43 % sont moyennement dépendants, et 12 % faiblement dépendants.

Si l'on ajoute aux 703 000 ETP la main-d'œuvre employée en intérim, ce sont en tout 724 000 ETP qui sont liés à l'élevage français, soit plus de 3,2 % de l'emploi total en France.

La distribution des emplois indirects

Les 135 acteurs dépendants de l'élevage français sont répartis dans divers secteurs économiques (Figure 2).

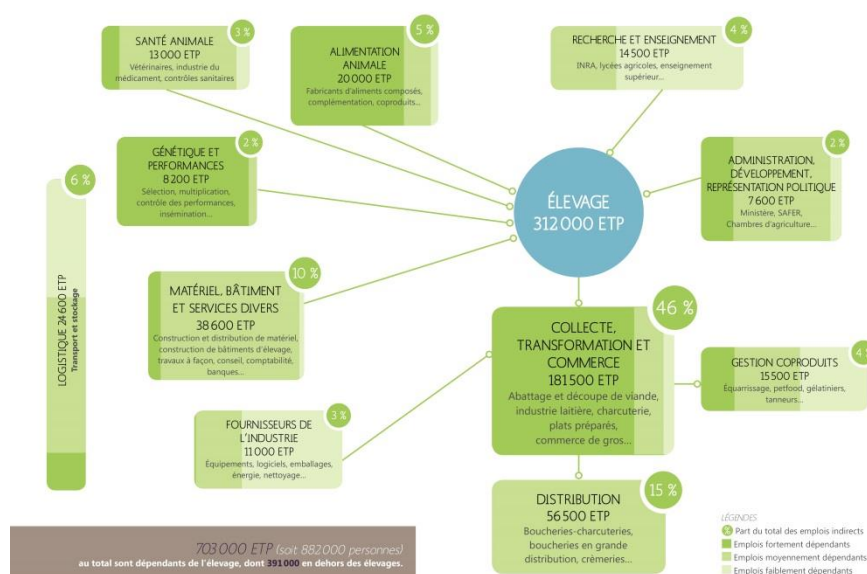


Figure 2 : l'emploi direct et indirect dépendant de l'élevage français

Les fournisseurs des élevages représentent 1/5 des emplois indirects. Plus d'un tiers de ces emplois sont très dépendants, notamment dans les domaines fortement spécialisés de l'alimentation animale et de la génétique.

Plus de la moitié des emplois indirects dépendants des élevages sont situés dans les industries d'aval et les acteurs qui leur sont liés, qui regroupent la grande majorité des emplois indirects très dépendants (82 %). Cette forte dépendance concerne plus particulièrement les industries de première transformation (abattage-découpe, transformation laitière...). Certaines industries agroalimentaires utilisant des produits animaux, comme la pâtisserie ou les crèmes glacées, ne sont pas dépendantes de l'élevage, du fait notamment des capacités de substitution par des produits importés ou d'origine végétale.

En ce qui concerne la distribution, seuls les commerces ayant une activité spécifique des produits d'élevage ont été comptabilisés (bouchers-charcutiers, artisans ou en GMS, crémiers-fromagers) et représentent 15 % de l'emploi.

Les services publics et parapublics regroupent la recherche, l'enseignement, ainsi que l'administration et les organismes de développement agricole et de représentation professionnelle et syndicale, et représentent 6 % des emplois. Pour finir, la logistique,

transversale à tous ces secteurs, représente également 6 % des emplois, en amont (transport de l'aliment, des intrants) ou en aval (transport des produits bruts, transformés, stockage).

L'emploi lié à l'élevage par filière

En ce qui concerne l'élevage laitier, c'est sans surprise la production de lait de vache qui représente le plus d'emplois : 238 000 ETP, dont 115 000 dans les élevages. Les filières ovine (10 100) et caprine (13 700) sont beaucoup plus modestes. Ces différences ne reflètent pas le niveau de production national pour chaque espèce, la quantité de travail pour un même volume de lait étant beaucoup plus importante en ovin (37 ETP/million L) qu'en caprin (21) et surtout en bovin (10). La part du total d'emploi situé sur les élevages est relativement élevée : 48 % pour les bovins, 69 % pour les ovins et 66 % pour les caprins.

Pour les ateliers de production de viande, c'est à nouveau l'élevage bovin qui représente la majeure partie de l'emploi (183 000 ETP), suivi du porc (99 000 ETP) et de la volaille (99 000 ETP), pour 34 300 en ovin et 12 400 en veau de boucherie.

L'élevage de monogastriques se caractérise par une faible part de l'emploi total situé sur les exploitations : 14 % pour l'élevage porcin, et 34 % pour la volaille, bien moindre que celle des ruminants (52 % en moyenne). On constate ainsi une productivité du travail plus élevée sur les élevages (0,6 à 1,8 ETP/100 t-eq carcasse sur les élevages granivores, tandis que les bovin viande sont à 6,5), mais également une plus forte division du travail, avec plus d'activités déléguées à des acteurs indirects dans les filières porc et volaille. Par ailleurs, ces produits étant plus transformés, la main-d'œuvre dans l'industrie d'aval est plus importante.

La demande en main d'œuvre en fonction du volume de production pour les bovins et les veaux de boucherie est sensiblement la même (respectivement 11.4 et 8.9 ETP/100t-eq-carcasse) ; en revanche, l'élevage ovin représente un nombre d'emplois dépendants, directs et indirects, bien plus important (42), tandis que le porc (4.5) et la volaille (5,3) requièrent au contraire moins de travail.

CONCLUSION

Pour la première fois, nous disposons d'une cartographie détaillée des emplois dépendants de l'élevage (135 acteurs identifiés), dont le total est précis, et le périmètre déterminé sur la base d'une méthode explicite et potentiellement reproductible dans d'autres projets ultérieurs. L'évaluation de la dépendance pourrait ainsi s'appliquer à tout autre type d'activité économique, et d'autres filières agricoles pourraient être étudiées, notamment les grandes cultures qui se développent au détriment de l'élevage sur certains territoires. Les résultats pourraient également être détaillés pour différents systèmes de production, selon l'intensification en travail sur l'exploitation. La cartographie de l'emploi lié à l'élevage pourrait également servir de base à une étude de l'impact d'un choc dans la filière, qu'il soit local (fermeture d'un abattoir) ou national (suppression des aides à l'exportation), ponctuel (fermeture d'un marché lié à une épizootie) ou structurel (baisse de la demande pour un type de produit). Pour finir, l'étude de l'emploi direct et indirect pourrait être complétée par des évaluations de l'emploi induit lié à l'activité d'élevage français.

Bibliographie

Lang A, Dupraz P, Trégaro Y, Rosner PM, Perrot C, 2015 Rapport complet de l'étude, GIS Elevages Demain.

Charroin T., Ferrand M., 2010. Elaboration d'un jeu de coefficients pour analyser les coûts de structure d'une exploitation. Application aux charges de mécanisation des systèmes de polyculture-élevage. Renc. Rech. Rum., 17, 413-416.